

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'environnement, de l'énergie
et de la mer, chargé des relations
internationales sur le climat

Décret n° relatif à l'Agence française pour la biodiversité

NOR : ... D

Publics concernés : personnels et interlocuteurs de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'établissement public « Parcs nationaux de France" (PNF), de l'Agence des aires marines protégées (AAMP), du groupement d'intérêt public Atelier technique des espaces naturels (ATEN), les agents du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Objet : organisation et fonctionnement de l'Agence française pour la biodiversité (AFB).

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Notice : La loi n° 2016-1096 du 27 juillet 2016 a créé l'Agence française pour la biodiversité en vue de disposer d'un opérateur performant pour mieux protéger la biodiversité terrestre et marine et la ressource en eau et les milieux aquatiques. Cette création doit notamment permettre à la France de respecter ses engagements internationaux et européens.

Ce nouvel établissement public fusionne les établissements publics ONEMA, PNF et AAMP et se substitue au groupement d'intérêt public ATEN à la date d'effet de la dissolution de celui-ci. Le présent décret en fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement.

Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance
(<http://legifrance.gouv.fr>)

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 modifiée relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2016-1096 du 27 juillet 2016 pour XX, notamment son titre III ;

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et aux obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 94-582 du 12 juillet 1994 modifié relatif aux conseils et aux dirigeants des établissements publics et entreprises du secteur public ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-1035 du 1^{er} septembre 2010 relatif à la durée des mandats des dirigeants et au fonctionnement des organes de direction de certains des établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'avis du comité technique du groupement d'intérêt public ATEN en date du XX 2016 ;

Vu l'avis du comité technique ministériel unique du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durables en date du XX 2016 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du XX 2016 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Titre I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

L'établissement public à caractère administratif dénommé Agence française pour la biodiversité créé à l'article L. 131-8 [du code de l'environnement] est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'environnement.

Ses missions sont définies à l'article L. 131-9 [du code de l'environnement].

Article 2

Le siège de l'établissement est fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Titre II : ADMINISTRATION DE L'AGENCE

Chapitre Ier : CONSEIL D'ADMINISTRATION ET INSTANCES SPECIALISEES

Article 3

I. L'Agence française pour la biodiversité est administrée par un conseil d'administration de trente-huit membres comprenant :

1° Un premier collège composé de :

a) Six représentants de l'État nommés par arrêté du ministre chargé de l'environnement pris sur proposition de chacun des ministres intéressés :

- Deux représentants du ministre chargé de l'environnement ;
- Deux représentants du ministre chargé de la mer ;
- Un représentant du ministre chargé des outre-mer ;
- Un représentant du ministre chargé du budget.

b) Six représentants des établissements publics nationaux œuvrant dans le champ des compétences de l'établissement ;

c) Sept personnalités qualifiées en raison de leur compétence dans le domaine de la protection de la biodiversité terrestre, marine ou de la ressource en eau et des milieux aquatiques, dont le président du conseil scientifique de l'établissement.

Les membres du premier collège sont désignés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

2° Un deuxième collège composé de :

a) Quatre représentants des secteurs économiques concernés ;

b) Six représentants des associations agréées de protection de l'environnement ou d'éducation à l'environnement et de gestionnaires d'espaces naturels.

Les représentants de ce collège sont désignés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

3° Un troisième collège composé de trois représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

4° Un quatrième collège composé de deux députés et deux sénateurs.

5° Un cinquième collège composé de deux représentants du personnel et de deux suppléants élus selon les modalités fixées par arrêté du ministre en charge de l'environnement.

II. Les personnes en charge de la direction générale, du commissariat du Gouvernement, du contrôle budgétaire, et l'agent comptable assistent aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Article 4

Le mandat des membres du conseil d'administration est de quatre ans, renouvelable une fois.

Les personnes désignées en raison du mandat électif qu'elles détiennent voient leurs fonctions prendre fin au terme de ce mandat.

Les vacances de siège des membres du conseil d'administration sont portées à la connaissance du ministre chargé de l'environnement par le président du conseil.

En cas de vacance survenant, pour quelque cause que ce soit, plus de six mois avant l'expiration du mandat d'un membre titulaire ou suppléant du conseil d'administration, il est pourvu à la désignation du nouveau membre dans le délai de trois mois pour la durée restant à courir de ce mandat.

En cas d'absence ou d'empêchement, un administrateur du premier, deuxième, troisième ou quatrième collège peut donner pouvoir écrit de le représenter à un autre administrateur.

Un même administrateur ne peut recevoir que deux mandats au plus pour une même séance du conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit.

Article 5

Le Ministre en charge de l'environnement nomme un ou des vice-présidents par arrêté. Les personnes en charge des vice-présidences suppléent, dans l'ordre fixé par l'arrêté, la personne en charge de la présidence du conseil d'administration en cas d'absence, de vacance ou d'empêchement.

La présidence du conseil d'administration ainsi que les vice-présidences ne peuvent être exercées pour plus de deux mandats consécutifs.

Article 6

I. Le conseil d'administration de l'Agence détermine la composition et le fonctionnement des comités d'orientation.

Les personnes en charge de la direction générale, du commissariat du Gouvernement, du contrôle budgétaire de l'établissement et l'agent comptable peuvent participer avec voix consultative aux réunions des comités d'orientation.

Les membres d'un comité d'orientation exercent leurs fonctions à titre gratuit.

II. Une commission spécialisée instituée au sein du conseil d'administration prépare les décisions qui relèvent des attributions prévues au 6° de l'article 7 [R...].

Le conseil d'administration arrête la composition de cette commission spécialisée et précise ses modalités de fonctionnement, notamment en ce qui concerne la périodicité des séances et les conditions de quorum.

Les personnes en charge de la direction générale, du commissariat du Gouvernement, du contrôle budgétaire de l'établissement et l'agent comptable peuvent participer avec voix consultative aux réunions de cette commission spécialisée.

Article 7

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement.

I. Il délibère notamment sur :

1° Les orientations stratégiques de l'établissement, le contrat d'objectifs, les programmes généraux d'activité et d'investissement et rapports qui rendent compte de leur exécution ;

2° Les aires marines protégées dans les conditions suivantes :

- Il donne son avis sur le projet de création d'un parc naturel marin ;

- Pour chaque parc naturel marin, il approuve le règlement intérieur du conseil de gestion, le plan de gestion ainsi que le rapport annuel d'activité et décide les moyens mis à disposition et les délégations consenties au conseil de gestion ;

- Il accepte ou refuse la gestion directe d'aires marines protégées autre que les parcs naturels marins et prend toute décision qui en découle ;

- Il donne un avis sur les catégories d'aires marines protégées susceptibles d'entrer dans son champ de compétences ;

3° Le budget et ses modifications ainsi que le compte financier de l'exercice clos et l'affectation des résultats ;

4° Le règlement intérieur du conseil d'administration, qui définit notamment les conditions de fonctionnement du conseil d'administration, des comités d'orientation, de la commission spécialisée créée en son sein ;

5° Les conventions et l'attribution des marchés excédant un montant fixé par lui ;

6° Les subventions ou concours financiers accordés par l'établissement ;

7° La politique immobilière de l'établissement ;

8° L'acceptation ou le refus des dons et legs ;

9° Les actions en justice et les transactions ;

10° L'adhésion à des organismes dotés de la personnalité morale ;

II. Le conseil d'administration se prononce en outre sur les questions qui lui sont soumises par la personne en charge de la présidence, celle en charge de la direction générale ou le ministre de tutelle.

Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions à la personne en charge de la direction générale, dans les limites et aux conditions qu'il fixe, à l'exclusion de celles portant sur les matières mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 7° et 10° du I. La personne en charge de la direction générale lui rend compte des décisions qu'elle a prises en vertu de cette délégation.

Le conseil d'administration peut déléguer aux conseils de gestion des espaces protégés placés sous la responsabilité de l'Agence, dans les limites et aux conditions qu'il fixe, sous réserve des attributions qu'il a déléguées à la personne en charge de la direction générale et aux comités d'orientation et à l'exclusion de celles prévues aux 2°, 3°, 4°, 5°, 7° et 10° du I.

Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions aux comités d'orientation dans les matières qui les concernent, dans les limites et aux conditions qu'il fixe, sous réserve des attributions qu'il a déléguées à la personne en charge de la direction générale et aux conseils de gestion des espaces protégés placés sous la responsabilité de l'Agence et à l'exclusion de celles portant sur les matières mentionnées aux 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9° et 10° du I.

III. Le Comité national de l'eau, le Comité national de la biodiversité et le Conseil national de la mer et des littoraux sont tenus informés des documents mentionnés au 1° du I.

Ces instances donnent leur avis sur les orientations stratégiques de l'Agence française pour la biodiversité.

En l'absence d'avis exprès émis par elles dans un délai de six semaines à compter de leur saisine, leur avis est réputé rendu.

Article 8

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que la bonne marche de l'établissement l'exige, et au moins trois fois par an, sur convocation de la personne en charge de sa présidence qui fixe l'ordre du jour.

La convocation est de droit si elle est demandée par le ministre de tutelle ou par le tiers au moins des membres sur un ordre du jour déterminé.

La personne en charge de la présidence peut appeler à participer aux séances, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

La convocation comportant l'ordre du jour et les documents nécessaires à l'examen des points qui y sont inscrits sont transmis aux administrateurs ainsi qu'à la personne en charge du contrôle budgétaire et à la personne en charge du commissariat du Gouvernement dix jours ouvrés au moins avant la date de la réunion du conseil.

En cas d'urgence, le délai de transmission de la convocation et des documents nécessaires à l'examen des points qui y sont inscrits peut être réduit à cinq jours.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés ou participent à la séance par un moyen de visioconférence ou de communication électronique. Dans ce dernier cas, l'identification des administrateurs concernés et leur participation effective à une délibération collégiale doivent être assurées par une transmission continue et simultanée des débats et la confidentialité de leurs votes être garantie lorsque le scrutin est secret.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximal de quinze jours. Il délibère alors sans condition de quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les membres du conseil d'administration sont tenus au secret des délibérations.

Les délibérations font l'objet de procès-verbaux signés des personnes en charge de la présidence et de la direction générale de l'établissement et adressés aux membres ainsi qu'au ministre de tutelle, et, s'il y a lieu, aux autres ministres concernés, dans les quinze jours qui suivent la séance.

Article 9

Les délibérations du conseil d'administration ou d'une autre instance appelée à prendre une décision sont exécutoires quinze jours après leur réception par l'autorité de tutelle. En cas d'urgence, le ministre de tutelle peut autoriser leur exécution immédiate.

Les délibérations portant sur le budget et le compte financier sont exécutoires dans les conditions prévues par le titre III du décret du 7 novembre 2012 susvisé. Les délibérations portant sur les acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles sont approuvées dans les mêmes conditions.

Les délibérations du conseil d'administration relatives à la création de filiales sont soumises à l'approbation du ministre chargé de tutelle et à celle du ministre chargé du budget.

Article 10

La personne en charge de la direction de l'eau et de la biodiversité exerce les fonctions de commissaire du Gouvernement auprès de l'Agence française pour la biodiversité. En cas d'empêchement, elle est suppléée par un agent placé sous son autorité.

La personne en charge du commissariat du Gouvernement s'assure que la politique générale de l'établissement définie par le conseil d'administration est conforme aux missions définies à l'article L. 131-9 [du code de l'environnement]. Elle dispose d'un mandat avant le conseil d'administration.

Pour l'exercice de ses missions, elle peut :

1° Faire connaître au conseil d'administration ou à une autre instance appelée à prendre une décision la position du Gouvernement sur les questions examinées et formuler les observations qui lui paraissent nécessaires conformément aux orientations générales arrêtées par le Gouvernement ;

2° Demander l'inscription de toute question à l'ordre du jour d'une réunion du conseil d'administration ou d'une autre instance appelée à prendre une décision ;

3° Demander la réunion extraordinaire du conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé ;

4° Se faire communiquer tous documents et procéder ou faire procéder sur pièces ou sur place à toutes vérifications qu'elle juge utiles.

La personne en charge du commissariat du Gouvernement peut s'opposer à toute décision d'une instance appelée à prendre une décision, à l'exception des délibérations soumises à l'approbation du ministre de tutelle et du ministre chargé du budget en application du dernier alinéa de l'article 8 et demander une seconde délibération. Elle dispose pour cela d'un délai de quinze jours suivant la réunion de l'organe délibérant si elle-même y a assisté ou, à défaut, suivant la réception des délibérations. Cette opposition est motivée. La personne en charge du commissariat du Gouvernement en rend compte immédiatement au ministre de tutelle. La seconde délibération intervient au plus tard dans un délai d'un mois après la notification de l'opposition de la personne en charge du commissariat du Gouvernement. Si, après une seconde délibération, le désaccord subsiste, il est porté devant le ministre de tutelle. A défaut de confirmation expresse du ministre de tutelle, dans un délai d'un mois à compter de l'adoption de la seconde délibération, l'opposition est réputée levée.

Article 11

Le conseil scientifique assiste le conseil d'administration dans la définition de la politique scientifique de l'établissement. Il assure notamment l'évaluation des activités de l'établissement en matière de recherche et d'exploitation des résultats de celle-ci, de formation, de diffusion et de valorisation. Il veille à la coordination des politiques scientifiques des parcs nationaux, en lien avec les conseils scientifiques de ces établissements.

Il peut être consulté par la personne en charge de la présidence du conseil d'administration ou celle en charge de la direction générale sur toute question relative aux missions de

l'établissement. Il peut également formuler toute recommandation. Il définit son règlement intérieur.

Le conseil scientifique est composé de 20 membres au plus nommés par arrêté du ministre de l'environnement pour une durée de quatre ans renouvelable une fois. Au moins 1/3 sont spécialistes de la biodiversité et des milieux ultramarins.

Ses membres sont choisis en raison de leurs compétences scientifiques et techniques.

Nul ne peut être simultanément membre du conseil scientifique et du conseil d'administration à l'exception du président du conseil scientifique.

Le ministre de tutelle nomme par arrêté ministériel une personne en charge de la présidence, parmi les membres du conseil scientifique.

Il se réunit au moins deux fois par an sur convocation de la personne en charge de la présidence du conseil scientifique, qui fixe l'ordre du jour.

La personne en charge de la présidence du conseil scientifique peut appeler à participer aux séances toute personne dont il juge la présence utile.

La personne en charge de la présidence du conseil scientifique établit chaque année un rapport d'activité, remis au ministre de tutelle et au conseil d'administration.

Les fonctions de membre du conseil scientifique s'exercent à titre gratuit.

Chapitre II. DIRECTION GENERALE

Article 12

La personne en charge de la direction générale de l'établissement est nommée par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Le ou les directeurs généraux adjoints sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'environnement sur proposition de la personne en charge de la direction générale de l'établissement.

La durée des mandats de la personne en charge de la direction générale de l'établissement ou de la direction générale adjointe est de quatre ans renouvelable une fois.

Article 13

I. La personne en charge de la direction générale :

1° Fixe l'organisation de l'établissement et en assure le fonctionnement ;

2° A autorité sur l'ensemble des personnels et définit leurs attributions ;

3° Nomme à toutes les fonctions pour lesquelles aucune autre autorité n'a reçu pouvoir de nomination ;

- 4° Représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile, dans ses rapports avec les tiers et dans les relations internationales ;
- 5° Prépare les délibérations du conseil d'administration et des instances appelées à prendre une décision et en assure l'exécution ;
- 6° Signe les contrats, conventions et marchés ;
- 7° Prépare et exécute le budget de l'établissement ;
- 8° Est l'ordonnatrice principale des dépenses et des recettes de l'établissement. Elle peut désigner des ordonnateurs secondaires ;
- II. La personne en charge de la direction générale peut déléguer sa signature à des personnels de l'établissement dans des limites qu'elle détermine.
- Elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs à des personnels de l'établissement désignés pour exercer des fonctions de responsabilité administrative dans l'établissement. Ces personnels peuvent déléguer leur signature.
- Elle peut déléguer à des personnels des établissements désignés pour les affaires intéressant les services et moyens mis en commun prévus à l'article L. 131-1 une partie de ses attributions définies au 2° dans les limites et aux conditions qu'elle fixe. Ces personnels peuvent déléguer leur signature.
- Elle peut, en outre, déléguer sa signature à ces mêmes personnes dans des limites qu'elle détermine.
- Elle rend compte de sa gestion au conseil d'administration.

Titre III. ACTION TERRITORIALE DE L'AGENCE

Chapitre Ier : DIRECTIONS LOCALES ET SERVICES TERRITORIAUX

Article 14

L'Agence française pour la biodiversité met en place, en tant que de besoin, des directions régionales ou interrégionales ainsi que des services départementaux ou interdépartementaux, lesquels peuvent être compris dans lesdites directions.

Chapitre II : UNITES DE TRAVAIL COMMUNES

Article 15

Des unités de travail communes instituées au niveau départemental ou interdépartemental mettent en œuvre, sous l'autorité fonctionnelle d'un chef d'unité, les missions de police de l'environnement de l'Agence française pour la biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les missions techniques qui y sont associées, définies en ce sens aux articles L. 131-9 et L. 421-1 [du code de l'environnement], dans le cadre de leurs attributions respectives.

D'autres établissements publics de l'État exerçant des missions de police administrative ou de police judiciaire relatives à l'eau et à l'environnement peuvent, à la demande de leur conseil d'administration, participer aux unités de travail communes.

Les missions des unités de travail communes font l'objet d'une coordination au niveau régional ou interrégional. Des coordonnateurs sont désignés à cet effet.

Des unités de travail communes peuvent également, le cas échéant, être instituées au niveau régional ou interrégional dans les conditions définies au premier alinéa.

Article 16

Les unités de travail communes se composent d'agents issus des établissements concernés.

Article 17

Les personnes en charge des directions générales des établissements publics ayant créé une unité de travail commune ont autorité fonctionnelle sur le coordonnateur et le chef de cette unité. Elles peuvent leur déléguer leur signature et, dans les limites qu'elles déterminent, une partie de leurs compétences.

Article 18

Une convention, soumise à l'approbation des conseils d'administration des établissements concernés, précise notamment les modalités d'organisation, de fonctionnement et de coordination des unités de travail communes.

Titre IV. DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES

Article 19

L'Agence française pour la biodiversité est soumise aux dispositions du titre I^{er} et du titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

L'agent comptable est nommé par arrêté conjoint du ministre de tutelle et du ministre chargé du budget. Il est également l'agent comptable du groupement comptable défini à l'article R. 331-42-1 [du code de l'environnement].

Des agents comptables secondaires peuvent être nommés dans les mêmes conditions que l'agent comptable principal, après avis de la personne en charge de la présidence du conseil d'administration.

Des régies de recettes et des régies d'avances peuvent être créées par arrêté conjoint des ministres chargés de la tutelle et du budget dans les conditions fixées par le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics.

Article 20

L'agence dispose des ressources mentionnées à l'article L. 131-12 [du code de l'environnement]

Titre V. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 21

I. - L'agence française pour la biodiversité assure l'animation et la coordination technique des systèmes d'information suivants :

- Le système d'information sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement ;
- Le système d'information sur la biodiversité, dont le système d'information sur la nature et les paysages ;
- Le système d'information sur le milieu marin.

Elle participe à la production, à la collecte des données et à la mise en place ou la consolidation de ces systèmes d'information, dont elle assure le pilotage technique sous l'autorité du ministre de l'environnement.

Elle veille à l'interopérabilité des systèmes.

II. - Pour chacun des systèmes d'information mentionnés au I, un schéma national des données, visant à la cohérence, au partage, à l'analyse, à la mise à disposition et à la diffusion des données fixe notamment :

- le périmètre de son système de données ;
- la composition de son référentiel technique, comprenant des données de référence, des dictionnaires de données, des scénarios d'échanges et des méthodes ou protocoles pour la production et la qualification des données et les conditions de son emploi ;
- les modalités d'approbation du référentiel technique.

Ces schémas nationaux des données sont établis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, après avis de la personne en charge de la direction générale de l'Agence française pour la biodiversité et des ministres suivants :

1° pour le schéma national des données sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement, des ministres chargés de la santé, de l'agriculture et des collectivités territoriales ;

2° pour le schéma national des données sur la biodiversité, des ministres chargés de l'agriculture et des collectivités territoriales ;

3° pour le schéma des données sur le milieu marin, des ministres chargés de la mer, des pêches maritimes et de la santé.

III. - L'agence peut apporter des concours financiers à des personnes publiques ou privées pour la mise en place des systèmes d'information mentionnés au I, l'élaboration de leurs référentiels techniques et la production des données les alimentant.

Article 22

I. - Les agents de l'Agence française pour la biodiversité commissionnés dans les conditions définies à l'article R. 172-1 [du code de l'environnement] exercent, selon les nécessités de service, leurs fonctions de jour, de nuit, les dimanches et les jours fériés.

II. - Les agents de l'Agence française pour la biodiversité commissionnés dans les conditions définies à l'article R. 172-1 [du code de l'environnement] sont, dans l'exercice de leurs fonctions, astreints à porter l'équipement, l'armement et les signes distinctifs qui leur sont fournis par l'établissement, dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article 23

La personne en charge de la direction générale de l'agence délivre, suspend ou retire les agréments des laboratoires effectuant des analyses des eaux, du biote ou des sédiments au titre de la protection de l'environnement dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article 24

Toute forme de communication, notamment visuelle, de l'Agence française pour la biodiversité doit faire apparaître le Ministère en charge de l'environnement.

Titre VI. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 25

Par dérogation à l'article 6, le budget de l'exercice 2017 est arrêté par décision du ministre de tutelle et du ministre chargé du budget.

Article 26

Les comptes financiers de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, de l'Agence des aires marines protégées, de Parcs nationaux de France et du groupement d'intérêt public Atelier technique des espaces naturels (ATEN) relatifs à l'exercice de l'année 2016 sont respectivement établis par les agents comptables en fonction au 31 décembre 2016, en liaison avec l'agent comptable de l'Agence française pour la biodiversité.

Par dérogation à l'article 212 du décret du 7 novembre 2012 précité ainsi qu'au 3° de l'article 6 du présent décret, ils sont arrêtés par le ministre de tutelle.

Article 27

I. Une décision de la personne en charge de la direction générale de l'Agence française pour la biodiversité fixe la liste des organisations syndicales représentatives habilitées à désigner les représentants du personnel au sein des instances mentionnées aux articles 14 et 15 de la loi du *jour/mois/année* susvisée.

II. Pour l'application de l'article 15 de la loi du *jour/mois/année* susvisée, le nombre de représentants du personnel de chacune des instances est défini comme suit :

- au comité technique de l'établissement : dix ;
- au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement : neuf.

III. Pour l'application du I et pour chacune des instances concernées, la détermination du nombre de représentants titulaires par organisation syndicale s'opère comme suit :

Les sièges au conseil d'administration, au comité technique et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne des voix obtenues par chaque organisation syndicale lors des élections aux comités techniques organisées en 2013 et en 2014 au sein des organismes auxquels se substitue l'Agence française pour la biodiversité.

Ainsi, le quotient électoral est déterminé en divisant le nombre de suffrages valablement exprimés lors des élections organisées en 2013 et en 2014, par le nombre de sièges à pourvoir au sein de l'instance.

Après addition des suffrages valablement exprimés qu'elle a recueillis, chaque organisation syndicale a droit à autant de représentants titulaires du personnel que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.

Les représentants titulaires restant éventuellement à désigner le sont suivant la règle de la plus forte moyenne.

Lorsque, pour la désignation d'un représentant titulaire, des organisations syndicales obtiennent la même moyenne, le siège est attribué à l'organisation syndicale qui a recueilli le plus grand nombre de voix.

Si les organisations syndicales concernées ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué par tirage au sort.

IV. Les représentants du personnel dans les instances mentionnées à l'article 14 et 15 de la loi du *jour/mois/année* susvisée et leurs suppléants sont librement désignés par les organisations syndicales parmi les agents en fonctions dans les services constituant l'Agence française pour la biodiversité.

Cette désignation devra permettre de respecter les règles de parité prévues à l'article L. 131-10 du code de l'environnement.

V. Les organisations syndicales disposent d'un délai maximum de 30 jours, à compter de la date de la publication de la décision mentionnée au I, pour désigner leurs représentants, titulaires et suppléants, auprès de la personne en charge de la direction générale de l'Agence française pour la biodiversité. Après ce délai, la personne en charge de la direction générale de l'Agence française pour la biodiversité peut valablement consulter les représentants effectivement désignés et les convoquer au sein des instances dont ils sont membres.

Article 28

Jusqu'à la première réunion du conseil d'administration, la personne en charge de la direction générale de l'établissement engage, ordonne et fait liquider les marchés, contrats et dépenses pour le compte de l'établissement.

Jusqu'à la première réunion du conseil d'administration, prévue à l'article L. 131-10 [du code de l'environnement], la personne en charge de la direction générale prend toutes mesures nécessaires au fonctionnement de ce dernier. Elle est compétente pour prendre toutes décisions sur des questions relevant du règlement intérieur tant que celui-ci n'est pas adopté.

Article 29

Trois mois au plus tard après la prise de fonctions de la personne en charge de la direction générale de l'établissement, et dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, l'Agence française pour la biodiversité propose aux agents contractuels de droit privé employés par l'association Réserves naturelles de France et par l'association Tour du Valat et affectés aux activités de formation et d'appui à la gestion d'aires protégées du groupement d'intérêt public Atelier technique des espaces naturels un contrat de droit public soumis aux dispositions du décret du 17 janvier 1986 susvisé, dans les conditions prévues à l'article L. 1224-3 du code du travail.

Article 30

I. - Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Au dix-septième alinéa du 1° de l'article D. 133-39, les mots : « le directeur de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité » ;

2° L'article D. 213-2 est ainsi modifié :

- a) Au b du 2°, les mots : « Un représentant de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « Deux représentants de l'Agence française pour la biodiversité » ;
- b) Au d du 2°, les mots : « Un représentant de parcs nationaux de France » sont supprimés ;
- c) L'alinéa e devient l'alinéa d ;

3° Le dernier alinéa du I de l'article D. 213-6 est supprimé ;

4° Au d) du 3° de l'article D. 213-8, les mots « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par « l'Agence française pour la biodiversité » ;

5° Au d) du 2° de l'article D. 213-9, les mots « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par « l'Agence française pour la biodiversité » ;

6° Au d) du 2° de l'article D. 213-10, les mots « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par « l'Agence française pour la biodiversité » ;

7° La section 2 du chapitre III du titre I du livre II est abrogée ;

8° Au V de l'article R. 213-48-13, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

9° Au quatrième alinéa de l'article R. 213-48-49, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

10° Au dix-septième alinéa du 1° de l'article R. 213-49-9, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

11° Après l'article R. 213-49-24, il est inséré un article R. 213-49-25 ainsi rédigé : A la condition que l'établissement soit rattaché au sens de l'article L. 131-1 à l'établissement public de l'État « Agence française pour la biodiversité », l'établissement peut être membre du groupement comptable défini à l'article R. 331-42-1 et l'agent comptable de ce groupement peut tenir la comptabilité de l'établissement dans les conditions applicables aux autres établissements membres du groupement » ;

12° Au 14° de l'article R. 322-17, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

13° A l'article R. 331-1, les mots : « l'établissement public Parcs nationaux de France » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

14° Après l'article R*331-42, il est inséré un article R. 331-42-1 ainsi rédigé : « Il est constitué un groupement comptable qui assure la gestion comptable des parcs nationaux. Un arrêté des ministres chargés de l'environnement et du budget liste les parcs nationaux rattachés à ce groupement et précise les modalités de fonctionnement et le siège de ce groupement. L'agent comptable du groupement tient la comptabilité de chacun des parcs du groupement et est personnellement et pécuniairement responsable des opérations comptables effectuées par le personnel placé sous son autorité » ;

15° Au 1° de l'article R. 331-47, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

16° La section 8 du chapitre Ier du titre III du livre III est abrogée ;

17° Dans l'intitulé du chapitre IV du titre III du livre III, les mots : « Agence des aires marines protégées et parcs naturels marins » sont remplacés par les mots : « Aires marines protégées » ;

18° La section 1 du chapitre IV du titre III du livre III est modifiée comme suit :

« Section première : Généralités

Art. R. 334-1 - L'Agence française pour la biodiversité anime le réseau des aires marines protégées françaises et contribue à la participation de la France à la constitution et à la gestion des aires marines protégées décidées au niveau international.

A cette fin, elle peut se voir confier la gestion directe d'aires marines protégées. Elle apporte son appui technique, administratif et scientifique aux autres gestionnaires d'aires marines protégées et suscite des projets d'aires marines protégées afin de constituer un réseau cohérent.

Art. 334-2 - Entrent dans le champ de compétence de l'agence, outre les catégories d'aires marines protégées énumérées à l'article L. 334-1, les catégories d'espaces marins dont la protection, la restauration et la gestion durable requièrent des mesures réglementaires ou contractuelles ou un programme d'actions, lorsqu'elles ont fait l'objet d'une décision du ministre de tutelle, prise après avis du conseil d'administration de l'agence et du conseil national de la protection de la nature » ;

19° A l'article R. 334-33, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » et « l'agence » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

20° L'article R. 334-35 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 334-35 - I. - Le représentant de l'Etat en mer et le préfet du département principalement intéressés à la gestion du parc naturel marin exercent auprès du conseil de gestion les fonctions de commissaire du Gouvernement. Ils peuvent se faire représenter.

« II. - Le commissaire du Gouvernement reçoit les convocations adressées aux membres du conseil et du bureau et siège avec voix consultative à toutes les réunions de ces instances ainsi qu'à celles des commissions qu'ils ont constituées.

« Il peut demander l'inscription de questions à l'ordre du jour du conseil.

« Il reçoit copie des délibérations du conseil et, s'il le demande, des décisions prises sur délégation de ce conseil.

« III. - Les délibérations du conseil sont exécutoires de plein droit si le commissaire du Gouvernement n'y fait pas opposition dans le délai de quinze jours qui suit soit la date de réunion du conseil lorsqu'il y a assisté ou y était représenté, soit la date de réception du procès-verbal de la séance.

« Lorsque le commissaire du Gouvernement demande par écrit des informations ou documents complémentaires, le délai est suspendu jusqu'à la production de ces informations ou documents.

« IV. - Le commissaire du Gouvernement peut demander une seconde délibération dans les délais mentionnés au III. Si après une seconde délibération le désaccord persiste, le commissaire du Gouvernement transmet le dossier dans les quarante-huit heures au ministre de tutelle.

« Le ministre de tutelle statue après avoir recueilli, s'il y a lieu, l'avis du ministre chargé de la mer, du ministre chargé des pêches maritimes et des cultures marines, du ministre chargé de l'outre-mer et du ministre chargé du budget. Si le ou les ministres consultés ne se sont pas prononcés dans les quinze jours suivant la date à laquelle leur avis a été sollicité, ils sont réputés être favorables à la levée de l'opposition.

« L'opposition du commissaire du Gouvernement est levée de plein droit si le ministre de tutelle n'a pas statué dans le délai d'un mois. » ;

21° Au premier alinéa de l'article R. 334-36, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » et « l'agence » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

22° Au premier alinéa de l'article R. 334-38, les mots : « l'agence » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

23° A l'article R. 431-6, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

24° Au II et au second alinéa du III de l'article R. 432-6, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

25° A l'article R. 432-9, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

26° A l'article R. 436-38, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

27° Au premier alinéa de l'article R. 436-43, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

28° Au IV de l'article R. 436-49, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

29° Le troisième alinéa de l'article R. 436-65 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les pêcheurs amateurs doivent, pour chaque capture, adresser une déclaration de capture à l'Agence française pour la biodiversité. Les pêcheurs professionnels en eau douce doivent adresser chaque mois le relevé des captures qu'ils ont réalisées à la même agence » ;

30° A l'article R. 436-73, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

31° Au premier alinéa de l'article R. 437-11, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » ;

32° Au 1° du II de l'article R. 651-6, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

II. - Au 31° de l'article R. 1313-3 du code de la santé publique, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

III. – Au 1° de l'article R. 941-2 du code rural et de la pêche maritime, les mots : « L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « L'Agence française pour la biodiversité ».

IV. – Le décret n° 84-38 du 18 janvier 1984 fixant la liste des établissements publics de l'Etat à caractère administratif prévue au 2° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 est ainsi modifié :

1° La ligne relative à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques est remplacée par les dispositions suivantes :

Agence française pour la biodiversité	Emplois de catégorie A relatifs à l'écotoxicologie, à la chimie des milieux aquatiques et aux pollutions diffuses Emplois de catégorie A relatifs à l'expertise du fonctionnement et de la gestion de certains écosystèmes et habitats Emplois de catégorie A relatifs à la botanique Emplois de catégorie A relatifs à la biologie des espèces animales et emplois de catégorie B strictement nécessaires à l'appui technique dans ce domaine Emplois de catégorie A requérant une double compétence associant une des spécialités précédemment énumérées et la capacité de conduite de projet, notamment informatique Emplois de catégorie A relatifs au développement et à l'intégration d'indicateurs d'état de diagnostic environnementaux dans les projets informatiques Emplois de catégorie A relatifs à l'architecture des systèmes de gestion de données, à l'administration de données environnementales Emplois de catégories B et C nécessaires à l'information et la médiation requérant des connaissances spécialisées du patrimoine naturel et culturel mahorais
---------------------------------------	---

2° La ligne relative à l'Agence des aires marines protégées est supprimée.

V. – A l'article 11 du décret n° 86-1252 du 5 décembre 1986 relatif au contenu et à l'élaboration des schémas de mise en valeur de la mer, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

VI. – Au II de l'article 6-1 du décret n° 95-1232 du 22 novembre 1995 relatif au comité interministériel de la mer et au secrétariat général de la mer, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

VII. – Au premier alinéa de l'article 5 du décret n° 2001-585 du 5 juillet 2001 portant statut particulier du corps des agents techniques de l'environnement, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité » et les mots : « ce conseil » sont remplacés par les mots : « cette agence ».

VIII. – Au dernier alinéa de l'article 6 du décret n° 2001-1273 du 21 décembre 2001 relatif aux primes et indemnités allouées aux fonctionnaires des corps d'agents techniques et de techniciens de l'environnement, le mot « délégation » est remplacé par le mot « direction ».

IX. – Le décret n° 2007-443 du 25 mars 2007 relatif à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques est ainsi modifié :

1° Les articles 2 à 6 sont abrogés ;

2° L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8 – Toute référence au Conseil supérieur de la pêche figurant dans un texte réglementaire est remplacée par la référence à l'Agence française pour la biodiversité. ».

XX. – Le décret du 29 août 2007 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques est abrogé.

XI. – Au dernier alinéa de l'article 7 du décret n° 2007-1406 du 28 septembre 2007 portant création du Parc naturel marin d'Iroise, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XII. – Le décret du 8 janvier 2008 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques est abrogé.

XIII. – Le II de l'article 7 du décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire est ainsi modifié :

1° Au treizième alinéa, les mots : « Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « Agence française pour la biodiversité » ;

2° Au quinzième alinéa, les mots : « - Parcs nationaux de France » sont supprimés ;

3° Au dix-septième alinéa, les mots : « - Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont supprimés.

XIV. – Au c) du 3° du I de l'article 24 du décret n° 2009-449 du 22 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national de Port-Cros aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XV. – L'article 1 du décret n° 2009-1352 du 2 novembre 2009 relatif à la composition du comité consultatif de gouvernance mentionné à l'article L. 213-4-1 du code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « Le comité consultatif de gouvernance prévu à l'article L. 213-4-1 » sont remplacés par les mots : « Le comité d'orientation stratégique et de suivi prévu à l'article L. 131-12-1 » ;

2° Au huitième alinéa du 1°, les mots : « le directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité » ;

3° Au deuxième alinéa du 6°, les mots : « deux représentants du collège des collectivités territoriales du conseil d'administration de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « deux représentants du troisième collège du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité » ;

4° Au deuxième alinéa du 7°, les mots : « un représentant du collège des usagers du Comité national de l'eau du conseil d'administration de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « un représentant du deuxième collège du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité ».

XVI. – Au 1° du III de l'article 1 du décret n° 2010-1056 du 3 septembre 2010 portant désignation des agents chargés des contrôles de police administrative destinés à assurer le respect des dispositions du livre IX du code rural et de la pêche maritime, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XVII. – Au III de l'article 36 de l'annexe du décret n° 2010-1697 du 29 décembre 2010 approuvant la convention et le cahier des charges de concession par l'Etat à Electricité de France SA de l'aménagement et de l'exploitation de la chute de Gavet sur la rivière Romanche dans le département de l'Isère, déclarant d'utilité publique cette opération et portant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Livet-et-Gavet, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » (ONEMA) sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité (AFB) ».

XIII. – Au III de l'article 36 de l'annexe du décret n° 2010-1698 du 29 décembre 2010 approuvant la convention et le cahier des charges de concession par l'Etat à Electricité de France SA de l'exploitation des six chutes de Moyenne Romanche dans le département de l'Isère, les mots : « l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XIX. – L'article 1 du décret n° 2011-196 du 21 février 2011 fixant la liste des représentants de l'Etat et de ses établissements publics aux comités de bassin est ainsi modifié :

1° Au treizième alinéa, les mots : « le directeur de l'Agence des aires marines protégées (AAMP), ou son représentant, le directeur général du grand port maritime de Bordeaux, ou son représentant, le directeur de l'agence régionale de santé de Midi-Pyrénées (ARS), ou son représentant, le directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), » sont remplacés par les mots : « le directeur général du grand port maritime de Bordeaux, ou son représentant, le directeur de l'agence régionale de santé de Midi-Pyrénées (ARS), ou son représentant, le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), » ;

2° Au vingt-deuxième alinéa, les mots : « le directeur du grand port maritime de Dunkerque, ou son représentant, le directeur de l'Agence des aires marines protégées (AAMP), ou son représentant, et le directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), ou son représentant, » sont remplacés par les mots « le directeur du grand port maritime de Dunkerque, ou son représentant, et le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), ou son représentant, » ;

3° Au trente-cinquième alinéa, les mots : « le directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), ou son représentant, le directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, ou son représentant, les directeurs des agences régionales de santé du Centre et de Bretagne (ARS), ou leur représentant, le directeur de l'Agence des aires marines protégées (AAMP), ou son représentant, » sont remplacés par les mots : « le directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, ou son représentant, les directeurs des agences régionales de santé du Centre et de Bretagne (ARS), ou leur représentant, le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), ou son représentant, » ;

4° Au quarante-cinquième alinéa, les mots : « le directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), » sont remplacés par les mots : « le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), » ;

5° Au cinquante-huitième alinéa, les mots : « le directeur de l'Agence des aires marines protégées (AAMP), ou son représentant, le directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), ou son représentant, » sont remplacés par les mots : « le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), ou son représentant ».

6° Au soixante-quatorzième alinéa, les mots : « le directeur de l'Agence des aires marines protégées (AAMP), ou son représentant, et le directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), ou son représentant. » sont remplacés par les mots : « le directeur général de l'Agence française pour la biodiversité (AFB), ou son représentant. ».

XX. – Au cinquante neuvième alinéa de l'article 1 du décret n° 2011-197 du 21 février 2011 fixant la liste des représentants de l'Etat et de ses établissements publics aux conseils d'administration des agences de l'eau, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXI. – Le décret n° 2011-529 du 16 mai 2011 désignant l'agence de l'eau chargée de l'établissement du titre de recettes et du recouvrement de la redevance pour protection du milieu aquatique et l'agence de l'eau chargée des mêmes opérations pour la redevance pour pollutions diffuses est abrogé.

XXII. – Au dernier alinéa de l'article 6 du décret n° 2011-1269 du 11 octobre 2011 portant création du parc naturel marin du golfe du Lion, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXIII. Au troisième alinéa de l'article 6 du décret n° 2012-245 du 22 février 2012 portant création du parc naturel marin des Glorieuses, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXIV. – Au c) du 3° du I de l'article 24 du décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 créant le Parc national des Calanques, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXV. – Au dernier alinéa de l'article 7 du décret n° 2012-1389 du 11 décembre 2012 portant création du parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXVI. – L'article 6 du décret n° 2013-282 du 3 avril 2013 relatif à la présentation des candidats à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, des agences de l'eau, du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, de l'Agence des aires marines protégées et de l'office national de la chasse et de la faune sauvage est abrogé.

XXVII. – Au II de l'article 7 du décret n° 2013-611 du 10 juillet 2013 relatif à la réglementation applicable aux îles artificielles, aux installations, aux ouvrages et à leurs installations connexes sur le plateau continental et dans la zone économique et la zone de protection écologique ainsi qu'au tracé des câbles et pipelines sous-marins, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXIII. – Au deuxième alinéa du III de l'article 8 du décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 d'application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXIX. – L'annexe du décret n° 2014-1628 du 26 décembre 2014 fixant la liste des établissements et organismes publics qui tiennent un registre des alertes en matière de santé publique et d'environnement est ainsi modifiée :

1° Les mots : « Agence des aires marines protégées (AAMP). » et « Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA). » sont supprimés ;

2° Les mots : « Agence française pour la biodiversité (AFB). » sont introduits après les mots : « Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). ».

XXX – Au dernier alinéa de l'article 7 du décret n° 2014-588 du 5 juin 2014 portant création du parc naturel marin du bassin d'Arcachon les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

XXXI. – Au dernier alinéa de l'article 9 du décret n° 2015-424 du 15 avril 2015 portant création du parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis, les mots : « l'Agence des aires marines protégées » sont remplacés par les mots : « l'Agence française pour la biodiversité ».

Article 31

Les dispositions des 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° du I et celles du VIII, du XIII, du XV, du XIX, du XX, du XXI, du XXII, du XXIII, du XXX et du XXXI de l'article 30 peuvent être modifiées par décret.

Article 32

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Article 33

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, la secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité, auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche, auprès de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, le secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Finances et des Comptes publics, chargé du Budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Manuel VALLS

La ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
chargée des relations
internationales sur le climat.

Le ministre des finances et des comptes publics,

Ségolène ROYAL

Michel SAPIN

La secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité
auprès de la ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
chargée des relations
internationales sur le climat

Barbara POMPILI

Le secrétaire d'Etat chargé des transports,
de la mer et de la pêche,
auprès de la ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
chargée des relations
internationales sur le climat

Le Secrétaire d'Etat au budget,
auprès du ministre des finances
et des comptes publics,

Alain VIDALIES

Christian ECKERT